

LES MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ DU PEUPLE ROUMAIN À L'ÉGARD DES PEUPLES DU CENTRE ET DU SUD-EST DE L'EUROPE DEVENUS VICTIMES DES AGRESSEURS FASCISTES

L'instauration du régime nazi en Allemagne revigora la politique de révision des résultats de la première guerre mondiale.

Le traité de Versailles ainsi que ceux qui avec lui avaient créé le soi-disant «système de Versailles», consacrerent également dans leurs stipulations les succès obtenus par les peuples de l'est et du sud-est de l'Europe dans leurs efforts, déployés souvent au long des siècles, dans le but de réaliser ou de parachever leur unité nationale. De ce point de vue, des Etats comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie se trouvaient liés par leur but commun visant le maintien du statu quo territorial créé par les traités de paix conclue après la première guerre mondiale — statu quo dont le maintien constituait un élément principal de solidarité de la majorité des peuples européens.

Les objectifs de la politique extérieure nazie ne menaçaient pas directement en exclusivité les bases mêmes du «système de Versailles», mais constituaient un grave danger pour l'indépendance et même l'existence des peuples de l'est et du sud-est européen. Dans la conception nazie, qui trouvait son Evangile dans «Mein Kampf», l'espace de l'est et du sud-est européen devait être inclu, après l'instauration de la hégémonie allemande sur le continent, soit dans le «Lebensraum» — territoire destiné à coloniser l'élément allemand —, soit dans le «Wirtschaftsraum» — zone de ravitaillement en matières premières et produits agroalimentaires.

On pourrait dire que les pays de cette partie du continent se sont trouvés dans la première ligne de la politique d'agression et d'expansion nazie. Se rendant compte que le Reich ne pouvait pas entreprendre, quoique ce soit à l'ouest dans les premières années de l'existence du régime nazi à cause de son infériorité militaire, Hitler s'appliqua à démanteler le système de l'alliance française de l'est en utilisant l'arme économique. Plus tard, lorsque le Reich s'assura d'un instrument militaire efficace — la Wehrmacht — aux pressions économiques se sont ajoutées les pressions politiques et militaires. Le

sort des exploités, des assujétis ou des exterminés que leur préparait le Reich nazi constitua le second facteur de la solidarité de la Roumanie avec les peuples du centre, de l'est et du sud-est de l'Europe.

Cette solidarité s'est manifestée à deux degrés: étatique et populaire.

Le premier — la solidarité des gouvernements — bien qu'elle se manifestât par certaines initiatives positives — fut pourtant imparfaite.

La solidarité au degré populaire, ayant un caractère démocratique, devint durable et forte. Un rôle important dans les manifestations de solidarité populaire revint aux partis communistes et aux organisations démocratiques qui, se basant sur l'analyse de la situation internationale, se sont prononcés toujours pour l'instauration d'un système de sécurité collective et pour l'unité d'action des pays de l'est et du sud-est de l'Europe, au niveau gouvernemental et des peuples, contre la politique de force du Reich nazi.

L'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne, l'aggression fasciste contre la Tchécoslovaquie et l'Albanie ne provoquèrent pas dans l'opinion publique de la Roumanie seulement de l'inquiétude et de la colère, mais aussi un impressionnant flot de protestations contre les agresseurs et de manifestations de sympathie à l'égard des pays occupés; c'était une expression de la solidarité de lutte contre l'offensive fasciste dans le centre et le sud-est de l'Europe.

Les communistes, les forces socie-politiques de notre pays, adversaires du fascisme étaient conscients du fait que l'Anschluss représentait une étape décisive dans l'offensive du Troisième Reich visant la préparation du déclenchement de la guerre pour la domination mondiale. Un véritable Mitteleuropa nazi réalisé à la suite de l'Anschluss créa des conditions encore plus favorables à l'expansion allemande dans l'est et le sud-est de l'Europe. Rien que quelques mois après l'entrée de la Wehrmacht à Vienne, le statut territorial de la Tchécoslovaquie était déjà gravement menacé par les revendications nazies.

Dans ces circonstances, lorsque la néfaste politique de conciliation des cabinets de Londres et Paris finit par l'abandon de la Tchécoslovaquie par l'accord de Munich, la Roumanie déploya une intense activité par laquelle elle cherchait à sauver son alliée et puis, lorsque la honteuse décision des Quatres avait été prononcée à Munich, à limiter les graves conséquences de l'accord munichois.

Toutes ces actions, depuis l'autorisation donnée pour le passage des avions soviétiques par l'espace aérien de notre pays vers la Tchécoslovaquie et la création des conditions favorables pour un transport éventuel des troupes soviétiques par la voie ferrée, jusqu'aux démarches diplomatiques destinées à limiter d'autres convoitises révisionnistes, furent appréciées par le gouvernement tchécoslovaque qui à maintes reprises avait souligné la loyauté de la Roumanie et avait exprimé sa reconnaissance. Parmi les nombreux

témoignages nous ne citerons que »le message officiel de gratitude«, diffusé par le poste de la radio à Prague pour »la nation roumaine«: »Prague affirme devant le monde entier: nous n'oublierons jamais les marques de probité et de fidélité du peuple roumain«.

Un an plus tard, après le déclenchement de la deuxième guerre mondiale et l'invasion de la Pologne, la Roumanie, en dépit de sa déclaration de neutralité, accorda son appui au peuple polonais, victime de l'aggression nazie. Beaucoup de citoyens polonais, militaires et civils, parmi lesquels même les membres du gouvernement et du commandement supérieur de l'armée, trouvèrent leur abri sur le territoire roumain. Les autorités de notre pays furent d'accord à permettre le transit du matériel militaire et de l'or de la Banque polonaise et facilitèrent le départ des militaires polonais pour l'Occident afin qu'ils puissent continuer leur lutte contre le Reich nazi. Les milliers de réfugiés polonais jouirent de la chaleureuse amitié de la part de la population roumaine qui exprimait à cette occasion également ses sentiments antifascistes et d'amitié traditionnelle roumano-polonaise.

L'isolement politique dans lequel se trouvait la Roumanie à l'été 1940 créa les prémisses de l'instauration du régime militaire-fasciste en Roumanie.

En dépit d'un vaste réseau de répression du gouvernement antonésien et des occupants, le peuple roumain exprima à maintes occasions ses sentiments de solidarité avec les peuples attaqués par les fascistes, soit en organisant sa propre résistance antifasciste à l'intérieur, soit par la participation de beaucoup de Roumains aux combats dans les rangs des partisans de divers pays voisins occupés.

L'opinion publique roumaine réagit tout de suite en apprenant l'agression déclenchée par l'Allemagne contre la Yougoslavie et la Grèce en avril 1941. Les masses populaires, les communistes en tête, beaucoup de militaires et différents cercles politiques bourgeois incriminèrent l'agression impérialiste, organisèrent des actions de protestation. Bien des citoyens roumains se présentèrent à l'ambassade yougoslave, sitôt qu'ils apprirent l'attaque fasciste, afin d'exprimer personnellement leur sympathie à l'égard de la lutte que le peuple voisin menait contre les agresseurs.

Le discours tenu par un prêtre rural à l'occasion des funérailles des membres de l'équipage d'un avion yougoslave, qui s'était écrasé à la suite d'un accident près de la localité Cîmpulung Muscel, exprimait fidèlement les sentiments du peuple roumain. Permettez-moi de vous citer quelques lignes de cette émouvante déclaration: »Je jure que nous, à savoir tous les hommes de ce village et moi-même, leur prêtre, veilleront dévouément sur les dépouilles de ces illustres combattants. Ils se sont sacrifiés pour la défense de leur patrie. Ils sont morts à cause de cet ennemi néfaste de l'humanité dont le nom est Adolf Hitler«.

Beaucoup de citoyens roumains se sont ralliés à la glorieuse lutte du peuple yougoslave, qu'il menait contre l'agresseur nazi, soit comme volontaires enrôlés dans l'armée yougoslave, soit comme partisans. La presse clandestine de Roumanie publiait avec régularité des informations sur les succès des partisans yougoslaves, comme d'ailleurs sur tout le mouvement de résistance du centre et du sud-est de l'Europe.

Le point culminant de la solidarité et de la contribution internationaliste du peuple roumain à la défaite du fascisme allemand fut l'insurrection nationale antifasciste d'août 1944, la participation de la Roumanie, avec toutes ses forces militaires et économiques, à la guerre contre l'Allemagne nazie et ses alliés. En même temps que les opérations de l'armée soviétique et la lutte des forces de libération des peuples du centre et du sud-est européens, l'insurrection roumaine contribua d'une manière décisive à l'écroulement du système de domination politique et militaire allemand dans les Balkans, détermina l'accroissement des potentiels militaires et économiques des Nations Unies et, implicitement, la diminution des ressources allemandes, créa des conditions stratégiques extrêmement favorables aux forces combattantes dans cette zone européenne, écourta par cela même la guerre dans son ensemble, sauvagardant, de la sorte, centaines de vies humaines et beaucoup de valeurs matérielles et culturelles.

Dans 264 jours — du 23 août 1944 jusqu'au 12 mai 1945 — l'armée roumaine, côte à côte avec l'armée soviétique, en commun avec les patriotes autochtones, participa à la lutte contre les nazis, en les chassant des territoires de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche; elle enfonça de plus de 1700 km le dispositif ennemi, depuis la Mer Noire jusqu'à la Bohême, en affranchissant plus de 3800 localités, dont deux capitales du centre de l'Europe — Budapest et Bratislava —, parcourant au long des combats acharnés quelque 20 massifs montagneux, traversant 12 grands cours d'eau. La totalité des effectifs engagés dans la lutte par la Roumanie s'est élevée approximativement à 540000 militaires; parmi ceux-ci les pertes représentèrent le chiffre impressionnant de quelque 170000 morts, blessés ou disparus.

La contribution économique de la Roumanie à la guerre antihitlérienne s'est élevée — d'après des données estimatives — à une valeur qui dépasse de beaucoup 1 milliard lei (à la valeur de 1938), ce qui constituait un immense effort de la part de notre peuple.

Cet aperçu des manifestations de solidarité du peuple roumain avec la lutte menée par les masses populaires du centre et du sud-est de l'Europe contre le fascisme permet de détacher quelques conclusions.

Premièrement, il fait ressortir l'attachement du peuple roumain à la cause de l'indépendance et de la souveraineté nationales des Etats de la zone, son effort permanent déployé afin de la préserver

du champ de force de n'importe quelle grande puissance impérialiste tendant à la hégémonie. La garantie du développement libre des peuples de cette zone est conférée exclusivement par l'édification des destinées propres à chacun de ces peuples.

Deuxièmement, ainsi que l'histoire l'a démontré maintes fois, inclusivement pendant la domination fasciste, dans ces pays l'une des conditions essentielles de l'existence nationale souveraine dans le centre et le sud-est de l'Europe est la solidarité dans la lutte contre n'importe quelle ingérence étrangère. Il résulte sans conteste aussi que le succès de cette lutte ne peut être garanti que dans le cas où à sa tête se trouve le prolétariat, la force sociale la plus progressiste de la société contemporaine, sous la direction des partis communistes et ouvriers.

On peut dire, donc, en guise de conclusion, que la rétrospective historique effectuée met en évidence les profonds sentiments de solidarité internationaliste du peuple roumain, son attachement aux aspirations des autres peuples vers la justice et le progrès, sa décision de ne se laisser assujétir sous aucune forme et par qui que ce soit.

